

Elections en RDC : pro et anti-machine à voter s'expliquent



Patrick Kanga, président de la Ligue des jeunes du PPRD et cadre du Front Commun pour le Congo (FCC) - Photo Tiers

C'est un débat à n'en plus finir entre ceux qui soutiennent et ceux qui rejettent la Machine à voter (MAV), proposée par la Commission électorale nationale indépendante (CENI) pour les scrutins combinés (présidentielle, législatives nationales et provinciales) du 23 décembre 2018. Le JDC vous propose les arguments politiques et techniques croisés des uns et des autres. Débat.

L'un des cadres du FCC, Patrick Kanga, justifie la position du FCC, du fait qu'il tient aux principes républicains et constitutionnels consacrant l'indépendance de la Centrale électorale. «A ceux qui décrivent la machine à voter de fournir des éléments probants et irréfutables contre cet outil. Nous ne soutenons pas la machine à voter. Il n'en va pas du rôle des politiques de la soutenir ou non», clame Patrick Kanga.

«Nous nous en tenons aux principes républicains, légaux et constitutionnels qui consacrent l'indépendance de la Commission Electorale Nationale Indépendante. Maintenant, ceux qui la décrivent, n'est-ce pas à eux de sous-tendre leurs propos par des faits techniques probants et irréfutables? Jusqu'à là, c'est un débat politicien», ironise-t-il.

«Le vote électronique est prohibé dans notre pays»

De son côté, Steve Kivuata, porte-parole



Me Steve Kivuata, cadre de la plate-forme Nouvel Elan et porte-parole d'Adolphe Muzito. Photo Tiers

de l'opposant Adolphe Muzito, est plutôt d'un avis contraire. «Le vote électronique, soutient-il, est «prohibé» dans notre pays. Même si la machine à voter est bonne, ce n'est pas à ces élections qu'elle devrait être utilisée», clame-t-il, tout en soulignant qu'il craint «la tricherie avec l'usage de la MAV».

«Je suis donc à 100% contre la machine à voter, soutient-il. Sur le plan technique, l'audit des anglais a pu le démontrer. Il a fait remarquer qu'il y a beaucoup de possibilités de tricherie à travers cette machine à voter, entre autres un probable piratage informatique, même à travers la transmission de données et même par rapport à beaucoup de sources qui peuvent être tronquées pendant la fabrication de cet outil».

«Le Congolais ne s'est pas encore approprié la machine à voter»

Steve Kivuata brandit un autre argument technique : «Le fait que l'électeur congolais ne se soit pas encore approprié cette machine et n'aura pas suffisamment de temps pour se l'approprier. Pourtant, le vote doit être simple. Ce n'est pas une interrogation. Nous savons tous que la majorité de Congolais est analphabète et même ceux qui ont étudié n'ont pas, pour la plupart, utilisé l'ordinateur».

«Et leur demander de voter via un ordinateur risque d'être très compliqué pour eux. Même le Congolais le plus intelligent. Un candidat à la présidentielle a pris plus au moins

trois minutes pour simuler le vote. En faisant les calculs, nous nous rendons compte que, sur 600 électeurs dans un bureau de vote, seul le tiers peut espérer voter le jour du scrutin», argumente Steve Kivuata.

«La démocratie ne suppose pas la dictature de l'opposition»

Au regard de la marche du vendredi 26 octobre dernier, l'opposition congolaise se montre radicale sur la machine à voter, dont elle propose le rejet. Son utilisation ne risquerait-elle pas d'embraser le pays après les élections ?

A cette interrogation, Patrick Nkanga est formel : «L'opposition s'est toujours comportée ainsi et ce depuis 2006. La démocratie ne suppose pas la dictature de l'opposition, mais la soumission, par tous, aux principes que nous avons nous-mêmes édictés».

«Il n'y aura pas des conflits post-électorales, renchérit le porte-étendard du FCC. La population a acquis une certaine maturité. Certains candidats ne remplissant pas des conditions d'éligibilité ont été recalés, soit par la Haute cour, soit par la CENI. Plusieurs prédisaient en effet l'hécatombe. Mais après, il n'y a rien eu. La population sait, à présent, faire la part de choses».

«La machine à voter n'a pas obtenu le consensus de toute la classe politique»

Politiquement, qu'est-ce qui motive la position de l'opposition ? Steve Kivuata réagit aussitôt : «Les raisons politiques. Nous savons que, sur le plan légal, le vote électronique est prohibé pour les élections qui doivent se tenir ce 23 décembre. En plus, dans l'accord de la Saint Sylvestre, il était dit que toutes les décisions qui devaient être prises pendant ce processus après qu'on n'ait pas organisé les élections en 2016, devaient l'être par consensus. Or, il se fait que la machine à voter n'a pas obtenu le consensus de toute la classe politique».

Finalement quel crédit accorder aux résultats issus de ces scrutins? «Nous devons nous revêtir d'un état d'esprit démocratique et républicain en ce que nous croyons. Notamment à nos institutions, et en l'occurrence la CENI. Il n'y a rien de parfait sur cette terre», réplique Patrick Nkanga.

Pour sa part, Steve Kivuata est convaincu qu'«un bon pourcentage de Congolais risque d'être exclu du processus électoral à cause de la machine à voter. Toutes ces questions réunies nous montrent donc à suffisance que la machine à voter, même si elle peut être bonne, ce n'est pas au cours des élections du 23 décembre qu'elle devrait être utilisée».

Stéphanie MUKINZI

La Dynamique de l'opposition contre le boycott des élections

A quelques semaines de la tenue des élections présidentielle, législatives nationales et provinciales prévues le 23 décembre 2018, et malgré les revendications de certains partis et regroupements politiques, les choses semblent bouger dans les états-majors politiques. Ainsi, plusieurs formations politiques procèdent à la formation de leurs témoins.

L'une des plates-formes politiques de l'opposition congolaise, la Dynamique de l'Opposition, dirigée par Martin Fayulu, candidat à la prochaine présidentielle, se dit prête à aller aux élections. Cependant, comme les autres partis et regroupements politiques de l'Opposition, la Dynamique exige la tenue des élections apaisées, crédibles et transparentes.

Pour ce faire, la plate-forme dirigée par Martin Fayulu demande aux autorités de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) de se conformer aux lois et textes qui organisent les scrutins en République Démocratique du Congo.

«La Dynamique de l'opposition est prête»

«La Dynamique de l'opposition veut aller aux élections et elle est prête. Le mot boycott ne fait pas partie de son vocabulaire. Mais seulement, nous voulons que les élections attendues par le peuple congolais soient crédibles et transparentes», tranche André Malenga Izimoke, communicateur de la plate-forme.

Pour lui en effet, «la crédibilité des scrutins en RDC est liée au retrait du processus électoral, de la machine



« La Dynamique de l'opposition veut aller aux élections et elle est prête, car le mot boycott ne fait pas partie de notre vocabulaire politique », soutient André Malenga Izimoke, communicateur de la Dynamique. (Photo Tiers)

à voter et au nettoyage du fichier électoral pour élaguer les dix millions d'électeurs qui ont été enregistrés sans empreintes».

Une participation préparée

Avec un candidat à l'élection présidentielle, 250 candidats aux législatives nationales et 350 aux provinciales, la Dynamique de l'Opposition compte faire bonne figure lors des

futures échéances électorales. Les candidats retenus sont ceux qui font preuve d'une notoriété et qui partagent les mêmes valeurs morales que tous les membres de la Dynamique, affirme le communicateur de la plate-forme.

Cependant, André Malenga Izimoke note avec satisfaction que les partis et regroupements politiques de l'Opposition ont présenté beaucoup

de candidats et dans presque toutes les circonscriptions électorales, disséminées à travers le territoire national. «On peut facilement y déceler la volonté et surtout la détermination des acteurs politiques de l'opposition d'affronter les élections à venir», a conclu notre interlocuteur.

Récolte des fonds et formation des témoins

«Qui veut aller loin, ménage sa monture», dit-on. C'est en s'inspirant de cet adage que les dirigeants de la Dynamique de l'opposition se sont préparés pour les futures joutes électorales. «Les élections ne se préparent pas la veille. Au niveau de la Dynamique, nous nous sommes préparés depuis plusieurs années. Entre 2014 et 2015, nous avons pu organiser un found rising, une récolte des fonds venus de nos différents partenaires, des cadres et militants des partis membres à notre plate-forme électorale». C'est avec ces fonds propres que notre plateforme a payé les cautions de nos différents candidats à différents niveaux.

En dehors de l'aspect financier, la Dynamique se penche aussi sur la formation de ses témoins et de ses candidats. Ces derniers avaient participé, pendant quatre jours, à la formation des témoins et candidats de la part de National Development Institute (NDI), une ONG américaine d'appui au renforcement des valeurs démocratiques en RDC. Les cadres de la plate-forme formés vont, à leur tour, former les témoins qui seront éparpillés à travers le pays le jour des scrutins.

Jegou MPIUTU
et Falonne MWAKOKI

Alpha Nsombi : «L'AAAC aligne 90 candidats pour les législatives et les provinciales»

A un mois de la campagne électorale en République démocratique du Congo, plusieurs regroupements politiques se préparent pour la course aux différentes élections prévues le 23 décembre. L'une de plateformes en compétition, l'Action des Alliés pour l'Amélioration du Congolais (AAAC), dispose déjà d'une centrale électorale, installée au siège du parti où tous les candidats députés viennent sensibiliser leurs bases et témoins sur le processus électoral.

Alpha Nsombi Tedila est un maître de double demeure. Comme un pharaon, il porte en effet une double casquette : Président sous-fédéral de l'Alliance pour le Renouveau du Congo Original et du regroupement politique Action des Alliés pour l'Amélioration de Vie des Congolais (AAAC).

Dans l'attente de la campagne électorale

Très actif en cette période électorale, il révèle au Journal du Citoyen que son parti a aligné 9 candidats, dont 5 aux législatives et 4 aux provinciales. «Mais en réalité, AAAC, notre regroupement politique, compte en son sein 90 candidats provinciaux et nationaux», signale Alpha Nsombi. «Nous nous sommes déjà préparés pour la campagne

électorale. Mais, nous attendons encore le lancement officiel prévu pour le 22 novembre prochain, conformément au chronogramme de la Commission Electorale Nationale Indépendante», fait-il remarquer.

C'est dans cette optique que son parti sensibilise déjà sa base dans la ville de Kinshasa et même sur toute l'étendue de la République Démocratique du Congo. «Mais, ce qui est important pour nous, c'est surtout de sensibiliser d'abord toutes nos bases sur la question liée à la machine à voter et sur son expérimentation», a-t-il lâché.

A en croire le président sous-fédéral de AAAC, à chaque rencontre, le mot d'ordre lancé aux militants est clair : le vote sera fait sur base de regroupement politique.

400.000 voix à glaner pour être éligible

«La CENI a demandé à tout regroupement politique d'atteindre 400.000 voix qui représentent 1% de seuil pour que les candidats soient délibérés. Si nos militants votent seulement pour ARC, nous n'atteindrons pas cet objectif. Voilà pourquoi nous avons formé un regroupement qui comprend plus ou moins 19 partis politiques, qui se sont coalisés avec l'ARC», confesse Alpha Nsombi Tedila.

«En cet instant, nous sommes en train d'expliquer et de faire comprendre à tout le monde la nécessité de la tenue des élections, ainsi que les différentes modalités pour la réussite de l'action de notre regroupement. Nous avons déjà à cet effet une Centrale électorale au siège du parti, à Limete», précise le Président sous-fédéral de l'AAAC.

Des fonds attendus du FCC

«Le président de ce regroupement nous avait présenté officiellement devant la population», souligne Alpha Nsombi.

En ce qui concerne les finances, jusque-là rien n'est encore fait, mais du moins, nous attendons 60% des ressources financières qui viendront du Front commun pour le Congo et 40% de notre regroupement politique. Jusque-là, nous énumérons déjà les témoins. Mais, en ce qui concerne leur formation, nous attendons beaucoup de la CENI ».

«Dans l'entretemps, nous-même en tant que candidat à l'élection législative, nous les formons sur les notions en rapport avec ce que seront leurs attributions dans les différents bureaux de vote », conclut Alpha Nsombi Tedila.

Joslin BABA
et Ivan KASONGO



Alpha Nsombi, membre de l'Alliance pour le Renouveau du Congo Original (AAAC). Photo Tiers

Miché Mangala : «Le MLC dispose des matériels pour battre campagne partout en RDC»

Le processus électoral congolais va connaître son épilogue le 23 décembre prochain, date de la tenue des élections présidentielle, législatives nationales et provinciales. A moins de deux mois de cette échéance, les partis et regroupements politiques tentent de mettre les bouchées doubles afin de voir leurs candidats siéger dans les futures institutions qui seront issues des joutes électorales. «Au Mouvement de Libération du Congo (MLC) du sénateur Jean-Pierre Bemba, on se prépare en conséquence», affirme Miché Mangala, vice-président Interfédéral/Kinshasa en charge de l'idéologie et formation.



«L'utilisation de la machine à voter dans le processus électoral en République Démocratique du Congo (RDC) n'est pas reconnue par la Constitution», affirme-t-on au MLC de JP Bemba. (Photo Tiers)

Pendant que certains politiques de l'opposition se battent pour obtenir de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) le

rejet de la machine à voter, le MLC affirme détenir les matériels appropriés et nécessaires pour battre

campagne sur toute l'étendue du territoire national. Cependant, le parti de Jean-Pierre Bemba pose

une condition : voir la machine à voter écartée du processus.

«Le MLC est un parti très bien organisé. Nous avons aligné plus de 500 candidats au niveau de la députation nationale et provinciale. Nous sommes donc prêts pour les élections crédibles et transparentes qui ne peuvent être possibles que si la Commission Electorale Nationale Indépendante accepte de ne pas utiliser la machine à voter le 23 décembre prochain», indique Miché Mangala.

Pour le vice-président Interfédéral/Kinshasa en charge de l'idéologie et formation au MLC, l'utilisation de la machine à voter dans le processus électoral en République Démocratique du Congo n'est reconnue ni dans la Constitution, ni dans la loi électorale. «En dépit de tout cela, nous continuons à sensibiliser nos militants pour qu'ils s'approprient le processus électoral. Nous disposons des matériels appropriés pour battre campagne sur toute l'étendue du territoire national», rassure-t-il pourtant.

Makolo Kotambola : «Le FCC est prêt pour la campagne électorale»



«Nous (FCC) n'attendons que le lancement de la campagne électorale par la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI)», affirme Makolo Kotambola. (Photo Tiers)

quelques jours du lancement officiel de la campagne électorale par la commission nationale électorale indépendante (CENI), les partis et les regroupements politiques doivent acérer leurs armes pour bien battre la campagne électorale. Une phase préparatoire dans l'état-major chez les politiques de mettre de stratégies enfin de convaincre les électeurs à les voter. Est-ce que le Front Commun pour le Congo (FCC) est-il prêt pour la campagne ?

Dans le souci de gagner les prochaines échéances prévu le 23 décembre 2018, pendant le conseil des ministres un certain jeudi 7 juin que le FCC a vu le jour. Le Front Commun pour le Congo est une méga plate-forme électorale qui réunit la majorité présidentielle et les membres de l'opposition qui siègent

au gouvernement.

A quelques jours de l'ouverture de la campagne électorale par la CENI, l'inquiétude reste de savoir si le FCC est vraiment prêt. Répondant aux questions du Journal du Citoyen, Monsieur Makolo Kotambola, membre de cette plateforme, affirme que : « Nous (FCC) n'attendons que le lancement de la campagne électorale par la CENI. En tout cas, nous sommes déjà prêts ! ».

Quant aux préparatifs en termes de sensibilisation des militants au processus électoral, le FCC est composé des regroupements partis politiques. Ces partis sont présents sur terrain pour parler du choix porté par l'autorité morale son excellence Joseph Kabila Kabange à Emmanuel Ramazani Shadary comme notre candidat à la magistrature suprême. Il y a une forte mobilisation générale

interne pour chaque parti politique. Au moment où je vous parle, je suis à Kisangani en pieds d'œuvres, explique-t-il. Le FCC poursuit-t-il, lance une action de mobilisation en faveur du processus électoral déjà ce samedi 27 octobre à Kinshasa.

«Chez nous au parti, explique un militant du Parti du Peuple pour la Reconstruction et la Démocratie (PPRD), Iguku Henri, il y a des réunions des inspecteurs, des candidats à le législatif national et provincial, des formateurs et des témoins qui se font tout le jour. Le FCC est un ensemble de toutes ces intelligences. Hier, c'était Kabila dégage s'en est suivi du non au troisième mandat. Et aujourd'hui, c'est non à la machine à voter. Pour nous le compteur est en place. Nous avons tous les moyens possibles de battre cette campagne. L'opposition congolaise marche derrière une distraction», souligne-t-il.

«Sans la machine ou avec la machine, nous avons la volonté d'aller aux élections»

Déjà lors d'une conférence de presse organisée le 21 octobre dernier par coordonnateur du comité stratégie du FCC, Néhémie Mwila-nya avait martelé sur la décision irrévocable et irréversible par le FCC de participer aux scrutins du 23 décembre.

C'est ainsi qu'il avait déclaré au sujet de la polémique de l'usage de la machine à voter, « le FCC note que la loi électorale oppose le vote électronique au vote à bulletin à papier. La présence du bulletin papier dans la procédure de vote proposée et le recours au comptage manuel rassure pleinement le FCC quant à la légalité et à la transparence de ce mode de vote », dit le directeur du cabinet du président de la République.

Victoria NDAKA

Cap vers les élections

Malgré les revendications faites par son parti auprès de la CENI quant à la requalification du processus électoral, le vice-président interfédéral/Kinshasa en charge de l'idéologie et formation avoue que le MLC maintient le cap vers les élections, malgré l'invalidation de la candidature à la présidentielle de son président national, Jean-Pierre Bemba, par la Cour constitutionnelle.

La Haute Cour, en effet, a rejeté, le 3 septembre dernier, le dossier du sénateur suite à sa condamnation par la Cour Pénale Internationale (CPI), en mars 2018, pour subornation de témoins.

«En 2011, nous sommes allés aux élections, en alignant des candidats députés sur toute l'étendue de la République, sans notre président national, Jean-Pierre Bemba. Aujourd'hui qu'il est libre et lavé par la CPI, le MLC est encore plus organisé. Nous avons nos banderoles, T-shirts, drapeaux, effigies... pour la campagne électorale», a conclu Miché Mangala.

A la veille du lancement de la campagne électorale, le Mouvement de Libération du Congo (MLC), l'Union pour la Nation Congolaise (UNC) de Vital Kamerhe, la Dynamique de l'opposition, la plate-forme «Ensemble pour le changement» de Moïse Katumbi, la plate-forme Nouvel Elan d'Adolphe Muzito et la plate-forme SYENCO de Freddy Matungulu ont déposé un mémorandum à l'issue de leur marche du 26 octobre 2018 pour réclamer le rejet, par la CENI, de la machine à voter et de la «révision du fichier électoral, qui contiendrait plus de dix millions d'électeurs sans empreintes».

Jordan MAYENIKINI

Jean Jeef Mwanza : « La NOGEC va participer aux élections et veut les gagner »

À un mois du début officiel de la campagne électorale pour les élections du 23 décembre prochain, les états-majors de regroupements affûtent déjà leurs armes. À la Nouvelle Génération pour l'Émergence du Congo (NOGEC), l'heure est à la mobilisation autour du thème principal qu'est le renouvellement de la classe politique congolaise. Jacques Jeef Mwanza, cadre de la plate-forme et candidat aux législatives nationales, fait le point sur les préparatifs des joutes électorales dans son camp.

Comment la NOGEC se prépare aux prochaines élections ?

La NOGEC est déterminée à participer aux élections prévues au mois de décembre prochain. Nous avons organisé plusieurs manifestations liées au processus électoral. La dernière avait eu lieu le 20 octobre dernier à la place YMCA, à Matonge. Ce jour-là, nos militants venus de toutes les communes de la ville de Kinshasa, avaient démontré à la face du monde que la NOGEC était prête à affronter les élections. Pour ce faire, elle poursuit deux objectifs : participer aux élections, mais aussi les gagner.

La Nogec et alliés est un regroupement qui a vu jour en avril 2018. Peut-on savoir les partis qui la composent ?

Actuellement, la NOGEC n'est plus seulement un groupement des jeunes, comme ce fut le cas à sa création. Elle s'est muée en une plate-forme électorale regroupant des personnalités politiques, et surtout



«Le renouvellement de la classe politique que prône notre plate-forme englobe les jeunes et les vieux compétents qui n'ont jamais participé à la gestion du pays», suggère Jean Jeef Mwanza. (Photo Tiers)

plusieurs partis politiques et associations de jeunes.

Lors du lancement de la NOGEC et alliés, Constant Mutamba, son président, avait promis de présenter au moins 500 candidatures aux législatives nationales et provinciales. Ce chiffre a-t-il été atteint ?

On n'a pas atteint 500 candidats. Mais, la NOGEC a présenté près de 400 candidats. Autre précision : notre plate-forme n'a pas présenté des candidats sur toute l'étendue de la RDC. Nous avons ciblé quelques provinces, notamment : Kinshasa, Kongo-Central, l'espace Grand Kasai et le Grand Kivu. Nous avons choisi ces provinces en sachant que c'est là où on a une certaine assise

et pouvons arracher des sièges. La NOGEC ne va pas aux élections pour faire de la figuration, mais elle a l'ambition d'arracher quelques sièges à l'Assemblée nationale.

Renouveler la classe politique congolaise est votre cheval de bataille. Comment la NOGEC compte-t-elle s'y prendre ?

Certes, notre plate-forme s'appuie sur le renouvellement et non sur le rajeunissement de la classe politique. Ce sont deux démarches différentes. En clair, la NOGEC n'a pas comme projet de remplacer les vieux par les jeunes, mais plutôt de travailler avec les vieux qui adhèrent à nos idées et qui n'ont jamais participé à la gestion de l'Etat. Le renou-

vellement de la classe politique que prône notre plate-forme englobe les jeunes et vieux compétents qui n'ont jamais participé à la gestion de l'Etat. Cela n'est pas une question d'âge.

Le 23 novembre prochain, la CENI va lancer la campagne électorale. Avez-vous les moyens de mener la campagne à travers tout le pays ?

C'est une question interne. En tant que candidat, je sais que la NOGEC a mobilisé tous les moyens pour atteindre les résultats escomptés. Certes, la campagne officielle commence le 23 novembre, mais la NOGEC est en pré-campagne depuis plusieurs mois et son président national est en train de se battre afin que les candidats aient les moyens de leurs campagnes.

N'avez-vous pas peur d'affronter sur terrain certains partis considérés comme des poids lourds ?

La NOGEC est membre du Front Commun pour le Congo (FCC). A ce titre, nous allons militer au sein du FCC pour avoir la majorité parlementaire. Nous croyons que chaque regroupement du FCC se battra pour avoir des sièges au Parlement. Les partis traditionnels comme le MLC, l'UDPS, l'UNC... ont plus de moyens que nous, mais notre combat sera basé sur le sang nouveau que nous voulons insuffler sur la scène politique.

Propos recueillis par
Bénédict MUKENDI
et Agnès KAYEMBE

Armand Munkulu : «La CCU dispose du nécessaire pour aller aux élections»

trois semaines du début de la campagne électorale pour les scrutins combinés (présidentielle, législatives nationales et provinciales), l'effervescence monte dans les états-majors des partis et regroupements politiques de la RDC. «A la Convention des Congolais Unis, il ne reste que les derniers réglages avant d'affronter les électeurs», déclare Armand Munkulu, communicateur au sein du regroupement CCU et alliés et candidat à la députation nationale dans la circonscription de la Tshangu à Kinshasa.

La Convention des Congolais Unis se prépare efficacement aux prochaines échéances électorales. «La CCU a déployé d'énormes efforts pour sensibiliser tous nos militants et militantes sur le processus électoral. En effet, comme d'aucuns ne l'ignorent, la population congolaise veut des élections», affirme Armand Munkulu.

Le communicateur de la CCU indique, par ailleurs, que sa formation politique n'est pas simplement un parti des cadres. C'est également un parti des masses. «Nous sommes tout le temps sur le terrain», déclare-t-il.

Armand Munkulu brandit tout haut les résultats de la sensibilisation de leurs militants dans l'utilisation de la machine à voter qui « n'est plus un secret pour nos militants. Notre plate-forme a fourni l'effort de les éduquer sur l'utilisation de cet outil. Ces derniers savent qu'ils iront aux élections avec la machine à voter ».

Il en est de même de la formation des témoins. «La CCU respecte le calendrier électoral publié par la Ceni et ne connaît aucun problème là-dessus. Le calendrier a déjà fixé une date à laquelle débiteront les échéances sur la formation des témoins. Nous ne faisons que suivre cela et attendons le début de la phase de formation. Nous sommes au stade de préformation, en collaboration avec des experts de la CENI».

La CCU n'est pas un regroupement mallette

En ce qui concerne les ressources humaines, la CCU a aligné quelques 723 candidats aux provinciales et 489 pour les législatives nationales sur l'ensemble du territoire national. «La caution de tous ces candidats a été payée par le groupement CCU

et Alliés. Nous sommes très déterminés, très engagés et investis pour battre le record à tous les niveaux. La conquête du pouvoir est l'objectif visé par tout regroupement ou parti politique. Pour conquérir le pouvoir en RDC, la CCU dispose de tout ce qu'il faut. Nous ne sommes pas un parti politique mallette. Nous nous sommes bien préparés au processus électoral ».

Sur le plan matériel, explique Armand Munkulu, la CCU a des sièges partout et dispose des ressources financières propres. «La population a compris que notre autorité morale, Lambert Mende, est un Lumumba vivant. C'est pourquoi nous ne serons pas votés pour de l'argent, mais pour notre philosophie qui défend l'intérêt de la population», explique-t-il.

«L'enjeu pour la CCU est polysémique, d'autant que nous voulons redimensionner la vie sociale du peuple congolais, en nous lançant sur le chemin tracé par le président Joseph Kabila qui s'attèle à transformer la vie de nos concitoyens».

Deborah MANGILI
et Christian NSIMBA

L'EQUIPE

Hebdomadaire indépendant
d'éducation civique
101, Avenue Colonel Ebeya
n°101 Kinshasa/Gombe

e-mail : journalecoleifasic@gmail.com
Tél. (+243) 816568516
814115226
<http://www.ifasic.cd>

Administrateur du Journal école
Adelard M. OBUL'OKWESS

Secrétaires de rédaction
Rombaut KASONGO
Yves KALIKAT

Rewriter
Analet VUNGBO

Ont réalisé cette édition

Agnès KAYEMBE (L2ECO)
Bénédict MUKENDI (L2JPE)
Déborah MANGILI (L1JPE)
Falonne MWAKOKI (L1JPE)
Ivan KASONGO (L2JPI)
Hornella MUMBELA (L1JPE)
Jegou MPIUTU (L1JPE)
Jordan MAYENIKINI (L2JPI)
Joslin BABA (L1JPE)
Victoria NDAKA (L1JPE)
Stéphanie MUKINZA (L1JPI)

Logistique
Apolinaire KALALA

Impression
IFASIC Editions

La production de ce journal a été rendue possible grâce à l'appui technique et financier d'Internews. Les opinions et jugements exprimés dans ces contenus ne sauraient cependant refléter l'opinion des bailleurs

 **Internews**
Local voices. Global change.